







Le Centre de recherches et de diffusion juridiques du Conseil d'État propose 3 stages en droit comparé (droit allemand, espagnol et Common Law)

 Paris 1 ^{er} - 1 place du Palais Royal	 Stage	 Temps plein
 Durée : 5 à 6 mois	 Niveau : master	 Début : janvier ou février 2027

Le Centre de recherches et de diffusion juridiques (CRDJ) du Conseil d'État, en charge de l'élaboration et de la diffusion de la jurisprudence administrative, recrute 3 stagiaires en droit comparé. Elles et ils participeront aux missions de la cellule de droit comparé : assistance juridique sur les systèmes juridiques et législatifs de certains pays européens et de Common Law, veille juridique, etc.

Vous êtes actuellement étudiant ou étudiante en **master de droit comparé** ou en **double master en droit français et droit étranger**, vous connaissez le droit allemand, espagnol ou la Common Law.

Vous justifiez d'une excellente maîtrise d'au moins une langue suivante : allemand, anglais, ou espagnol, et vous êtes disponible à compter de début janvier ou début février 2027 : **faites un stage de 5 ou 6 mois au Centre de recherches et de diffusion juridiques du Conseil d'État.**

// Rejoignez-nous !

/ Profils recherchés.....



- Connaissance d'un des systèmes juridiques de la compétence de la cellule de droit comparé.
- Préférence pour les profils de niveau master 2 ayant suivi un double cursus (français et dans un autre système juridique présent à la cellule) ; les profils de master de droit comparé ou des étudiantes et étudiants étrangers peuvent également convenir.
- Candidates et candidats étrangers : la langue française doit être maîtrisée dans la mesure où la ou le stagiaire rédigera en français des résumés pour les veilles de jurisprudence et réalisera des recherches.
- Un niveau de compréhension élevé d'un texte juridique en langue étrangère est exigé.
- La ou le stagiaire doit être motivé, curieux d'apprendre et avoir une appétence pour le travail en équipe et pour les travaux de recherches.

/ Modalités



Durée : 5 à 6 mois.

Elèves avocats et avocates : début janvier - fin juin 2027.

Étudiants et étudiantes niveau master : début janvier ou début février - fin juin ou mi-juillet 2027.

Les stages sont impérativement à temps plein (35h par semaine), sauf aménagements ponctuels pour études ou examens. Ils peuvent s'inscrire dans le cadre de **stages obligatoires ou facultatifs**.

Une formation est organisée à votre arrivée pour vous présenter l'organisation du Conseil d'État, le fonctionnement et les outils de travail de votre service d'accueil.

Conformément aux dispositions de l'article L. 124-1 du code de l'éducation, **le stage fait l'objet d'une convention assortie d'une gratification selon la législation en vigueur, d'une prise en charge de l'abonnement aux transports publics à hauteur de 75 % et d'une restauration collective avec repas subventionnés.**

/ Candidatures et procédures de sélection



- **Jusqu'au mardi 8 septembre 2026 inclus**, candidature(s) à envoyer par voie électronique à stages-aidedecision@conseil-etat.fr accompagnée(s) :

- D'une lettre de motivation. **Si vous postulez à plusieurs offres de stage niveau master, vous devez faire plusieurs lettres de motivation, soit une lettre spécifique pour chaque type d'offre** (à la section du contentieux / dans une section consultative / à la section des études / au Centre de recherches et de diffusion juridiques).
- D'un curriculum vitae détaillé.
- Du relevé des notes obtenues à votre dernier diplôme ou examen de droit public.

- **Mi-septembre 2026** : diffusion de la liste des candidats présélectionnés sur dossier en vue d'un entretien pour une seule offre, établie par un comité composé de membres du Conseil d'Etat.
- **Fin septembre à fin octobre 2026** : entretien et réponse à la candidature.

// Qui sommes-nous ?

Le Conseil d'État garantit au quotidien que l'administration respecte le droit et les libertés fondamentales des citoyens. Il juge les conflits qui opposent les citoyens, les entreprises et associations à l'administration. Il est aussi le conseiller juridique du Gouvernement et du Parlement : il fait des propositions pour que les futures lois et réglementations soient conformes au droit et applicables dans la vie quotidienne.

Près de 800 personnes travaillent au Conseil d'État pour faciliter l'accès de toutes et tous à la justice.

Toutes les infos sur www.conseil-etat.fr

Chaque semestre, le Conseil d'État recrute une cinquantaine de stagiaires de niveau master, venant d'horizons variés, afin de participer aux travaux de l'institution.

Faire son stage de master au Conseil d'État, c'est voir de près le travail de ses membres et de ses services, faire l'expérience de l'exigence et de la rigueur, participer à l'élaboration de la jurisprudence contentieuse et des textes normatifs, ou encore à celle de l'étude annuelle.

// Informations complémentaires

Important : le Conseil d'Etat met en œuvre un plan de lutte contre les discriminations et pour la promotion de la diversité. Si vous vous estimez victime d'une discrimination dans le cadre du processus de recrutement, vous avez la possibilité d'adresser un message à la boîte fonctionnelle suivante : allodiscrim@orange.fr
Les critères de discrimination sont énumérés à l'article 1^{er} de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008.

Toutes les informations utiles seront disponibles sur le site internet du Conseil d'État, rubrique « [Nous rejoindre > Les stages](#) ».

Pour obtenir des renseignements : stages-aidedecision@conseil-etat.fr